

---

## **NOUVELLES SUR LE COTON – 9 mai 2008**

### **Une Farm Bill contre Doha ?**

---

Alors qu'un nouveau report de la ministérielle est annoncé, que les textes révisés des modalités dans l'Agriculture et dans l'AMNA ne sont toujours pas sortis et que les négociations se cristallisent sur quelques sujets délicats comme les produits sensibles, les discussions relatives au coton continuent de bloquer. Et si ces derniers jours, les quelques mouvements des Américains, que l'on ne peut encore qualifier de propositions, laissent entrevoir une évolution des pourparlers, il y a fort à croire que l'accord – enfin – trouvé entre le Sénat et la Chambre des Représentants sur la Farm Bill n'adoucissera pas le climat.

### **Une nouvelle Farm Bill**

Officiellement expirée en septembre 2007, la Farm Bill quinquennale qui régit les programmes agricoles américains n'en finissait pas de connaître des prolongations à la petite semaine, faute d'accord au Congrès. Sénateurs et représentants semblent s'être enfin mis d'accord pour ... accoucher d'une souris. En effet, la nouvelle Farm Bill n'apporte aucun élément réellement réformateur quant au niveau de soutien interne sous forme d'aides directes à la production dont bénéficient les producteurs américains. Le budget de la Farm Bill aurait même été augmenté de 20 milliards de dollars. Le débat s'était cristallisé ces derniers temps sur le plafonnement des aides pour les producteurs en fonction de leur revenu. Le nouveau plafonnement finalement retenu est à 750'000 dollars. Les législateurs américains n'ont pas pris en compte les engagements internationaux auquel le pays est censé faire face dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. Ce qui n'est pas surprenant en soi – les intérêts domestiques prenant souvent le pas sur les engagements internationaux – mais qui peut l'être en regard de la conjoncture actuelle. En effet, nombre d'observateurs jugeaient le moment idéal, étant donné le niveau très haut des prix des matières premières agricoles, pour accepter une réduction des niveaux de soutien interne, réduction qui aurait pu être politiquement et budgétairement peu coûteuse.

### **Le satisfecit du National Cotton Council**

Le NCC illustre parfaitement cette volonté inébranlable de ne pas baisser les niveaux de soutien. En effet, l'organisation ne s'est jamais départie de son argument selon lequel la

hausse des prix était quelque chose de conjoncturel et que l'on ne pouvait prendre le risque de retomber à des niveaux de prix bas sans avoir de filet de sécurité pour amortir la chute. Le NCC est même allé jusqu'à dire que les demandes des pays africains à l'OMC n'avaient plus de raison d'être étant donnée la hausse de prix et donc le non déclenchement du soutien interne. Rappelons que la proposition des pays du C4 est la suppression des subventions ayant un effet de distorsion sur le commerce, parce que ces subventions sont à la fois injustes et en partie illégales, et ce indépendamment du niveau des prix. Le communiqué du NCC du 8 mai 2008 confirme également que les aides de la Farm Bill ont un impact bien au-delà du secteur spécifiquement agricole. Le NCC se félicite en effet que la loi puisse assurer la bonne santé de l'industrie cotonnière dans son ensemble. Son empressement à voir cette Farm Bill signée augure de beaux jours au coton américain subventionné...

### **Quelle probabilité pour un veto présidentiel ?**

Selon les premières déclarations de l'Administration Bush par la voie de son Secrétaire à l'Agriculture Ed Schafer, l'accord trouvé au Congrès ne remplit pas les attentes de l'Administration car il augmente la dépense publique et donc l'impôt de façon inconsidérée, se disperse dans des à-côtés n'ayant plus grand-chose à voir avec l'agriculture et pourrait mettre en danger les négociations multilatérales. De ce fait, Bush devrait opposer un veto à la nouvelle Farm Bill. Il semble que la Farm Bill devienne un enjeu de campagne plus important qu'envisagé étant donné le télescopage des calendriers. Bush semble maintenant en faire une question de principe et tient à son veto. Cette attitude pourrait trouver un écho favorable parmi une bonne partie des Conservateurs, au moment de la bataille pour la présidence, autant que redorer un peu le blason du Président sortant et ressouder son parti. Ceci étant dit, un veto ne signifie pas que la loi ne passera pas. Il est considéré que le Congrès devrait pouvoir rallier les deux tiers nécessaires lui permettant de renverser le veto présidentiel.

### **Conclusion**

Tout ceci risque de prendre encore du temps, car il faut que le Congrès ratifie la loi avant que le Président ne signe ou n'oppose son veto au texte, avant de voir la Farm Bill 2008 (2009 ?) entrer en vigueur. Si la Farm Bill représentait un pré requis indispensable pour pouvoir avancer et conclure la négociation de Doha, il y a fort à craindre que cette Farm Bill là, empêtrée dans le soutien interne et vidée de toute réforme, ne vienne plomber plus qu'alléger les débats en cours à Genève.

---

Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 5 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch)

Pour plus d'information sur IDEAS Centre, voir notre site : [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch).

Pour plus d'information sur le Geneva Trade & Development Forum, voir notre site : [www.gtdforum.org](http://www.gtdforum.org).

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse  
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41